

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

L'impact économique du secteur bois

GM.NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

"**L**A production de l'industrie forestière a fortement progressé entre 2010 et 2022. Celle-ci s'est accrue de 1,4 million m³, en hausse de 226 %. Cette croissance a été favorisée principalement par l'obligation de procéder à une première transformation locale du bois brut avant export qui a conduit à un accroissement de la production sur les trois principaux

segments de transformation : sciage, placage et contreplaqué." C'est ce qui ressort du rapport conjoint présenté en présence du ministre des Eaux et Forêts, Lee White, lundi dernier à Libreville, par le cabinet de comptabilité Ernst & Young et le cabinet de réalisation d'études socio-économiques Mays Mouissi Consulting. Cette étude indique que le secteur bois est en forte progression et pourrait considérablement impacter l'économie nationale si ses bons



Photo: AN
Le ministre Lee White (centre) recevant le rapport sur la contribution du secteur bois dans l'économie nationale.

Olam dément l'arrêt de sa production à Lambaréné

Depuis quelques jours, une note vocale circule sur les réseaux sociaux évoquant un arrêt de production à notre raffinerie de Lambaréné pour une période de deux mois et annonçant une pénurie imminente d'huile.

La Direction Générale d'OLAM PALM GABON voudrait apporter un démenti formel à de telles allégations, et rassurer tous les acteurs de la chaîne de distribution et les populations qu'elle dispose de stocks d'huile suffisants dans ses entrepôts pour continuer d'approvisionner le marché, même lorsque des travaux de maintenance de routine sont effectués sur les lignes de production.

chiffres sont maintenus. Ledit rapport révèle également que le chiffre d'affaires estimé du secteur bois était de 704 milliards de FCFA en 2022 (dont 93 milliards pour l'exploitation forestière) contre 184 milliards FCFA en 2014 (dont 28 milliards pour l'exploitation forestière). Le chiffre d'affaires du secteur bois a ainsi progressé de 282 %

depuis 2014. Entre 2014 et 2022, le chiffre d'affaires de l'exploitation forestière a progressé de 231 % passant de 28 milliards de FCFA à 93 milliards. Il a également progressé de 455 milliards FCFA (+292 %) pour s'établir à 611 milliards en 2022.

Les experts notent aussi que l'accroissement de la production gabonaise de feuilles de placage a

fait évoluer son positionnement parmi les pays producteurs. Ainsi, en 2022, le Gabon s'est hissé au 6e rang mondial des pays producteurs de feuilles de placage et au 1er rang en Afrique. En 2010, le Gabon n'occupait que le 18e rang mondial sur 128 pays et le 3e rang des pays africains producteurs des feuilles de placage.

Le clin d'œil de *Lybek*



Mission de contrôle au ministère de l'Économie et de la Relance

GMNN
Libreville/Gabon

"**L**e ministère de l'Économie et de la Relance compte améliorer la gouvernance de ses administrations de collecte, et particulièrement les directions générales des impôts et des Douanes. Pour ce faire, une mission de contrôle interne des services déconcentrés dudit ministère a été lancée en début de semaine à l'immeuble Arambo de Libreville.

Entre autres objectifs, cette mission vise à évaluer la disponibilité des ressources humaines, budgétaires et matérielles de ces services ; évaluer l'activité réelle des services ; examiner la couverture géographique des services déconcentrés sur l'ensemble



Photo: Jocelyn Abila
Une vue de la cérémonie de lancement de la mission de contrôle.

du territoire ; relever les dysfonctionnements, leurs causes ainsi que leurs conséquences etc. Pour bien mener cette mission, les équipes de l'Inspection générale, constituée d'une vingtaine d'inspecteurs de services, couvriront l'ensemble des provinces dans lesquelles sont implantés les services provinciaux

des Douanes et des impôts. Il faut savoir que cette mission est consécutive à la mission de Libreville qui avait relevé de nombreux dysfonctionnements. La ministre de l'Économie et de la Relance, Nicole Jeanine Lydie Roboty-Mbou avait alors décidé de poursuivre ces contrôles au sein des services déconcentrés.